

SM/82/214
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

Rapport des services du Fonds pour les consultations 1982
au titre de l'article IV

Préparé par les représentants des services du Fonds pour les
consultations 1982 au titre de l'article IV avec le Laos

Approuvé par Hubert Neiss et Donald K. Palmer

12 novembre 1982

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
I. Introduction	1
II. Situation économique générale	1
III. Compte rendu des discussions	6
1. Politique en matière de production	7
2. Politique énergétique	8
3. Mobilisation des ressources intérieures et politique financière	9
4. Politique extérieure	12
IV. Evaluation par les services du Fonds	16
V. Projet de décision	18
<u>Tableaux du texte</u>	
1. Opérations budgétaires, 1979-82	3
2. Situation monétaire, 1979-82	5
3. Balance des paiements, 1979-82	13
4. Projections du service de la dette extérieure, 1982-85	15
Annexe I . Relations du FMI avec le Laos	19
Annexe II : Opérations du groupe de la Banque mondiale au Laos	20-21
Annexe III : Données de base	22-24

I Introduction

Une mission du Fonds, composée de MM. Evers (Division Asie du Sud-Est (ASD), chef de mission), Pownall (Département des relations de change et de commerce) et Rommel (ASD), de Mme Palanza et de Mlle Lee (secrétaire) (tous de l'ASD), a séjourné à Vientiane du 21 août au 2 septembre 1982. Les représentants des services du Fonds se sont entretenus avec M. Sithphasay, Vice-ministre des Finances, et des hauts fonctionnaires du ministère des Finances, de la Banque nationale du Laos (BNL), de la Commission nationale de planification, du ministère du Commerce et de l'Industrie, et de la Banque du commerce extérieur.

Le Laos continue de se prévaloir des dispositions transitoires prévues à l'article XIV et maintient les restrictions de change autorisées au titre de ces dispositions.

II. Situation économique générale

Un nombre des conditions défavorables qui ont affecté l'économie durant les années qui ont suivi immédiatement la guerre, notamment des conditions climatiques défavorables, les difficultés présentées par la récupération des terres agricoles à l'abandon et une politique de prix rigide, ont été inversées ou surmontées durant la période 1979-81. La campagne de récupération des terres cultivables a été couronnée de succès notamment en 1979, où la superficie totale cultivée a augmenté de 19 %. En outre, vers la fin de 1979, le gouvernement a décidé de renoncer à la politique qu'il appliquait jusqu'alors et qui accordait une large place aux contrôles et de s'en remettre davantage aux mécanismes du marché pour promouvoir la production. Les agriculteurs ont été autorisés à écouler leurs produits sur le marché libre, de nombreuses restrictions frappant le commerce privé interne et frontalier ont été levées et, dans le cadre d'un programme plus vaste visant à réduire les distorsions de prix, les prix d'achat officiels du paddy et d'un certain nombre d'autres produits agricoles et forestiers ont été relevés d'environ 300 % en décembre 1979¹. Cette politique axée sur la production et les conditions climatiques favorables ont favorisé la production agricole qui, après avoir fortement augmenté en 1979, a continué de croître rapidement en 1980 tout comme en 1981. La production de riz à elle seule s'est accrue de plus de 50 % entre 1978 et 1981 et a permis en fait de mettre pratiquement fin aux importations de céréales vivrières. Le PIB réel a progressé de 10 % tant en 1979 qu'en 1980, et de 5 % en 1981. Du fait surtout d'une sécheresse qui, l'été dernier, a affecté la récolte de paddy cultivé sur les basses terres, il se peut que la production totale de riz baisse légèrement en 1982 et que le taux de croissance du PIB se stabilise à environ 1 %. On ne s'attend toutefois pas que le Laos soit amené à importer de nouveau d'importantes quantités de céréales vivrières.

¹Ces mesures s'inscrivaient dans le cadre d'un programme économique couvrant la période de 12 mois qui s'est terminée en mai 1981, appuyé par un accord de confirmation du Fonds portant sur un montant de 14 millions de DTS, soit 58 % de la quote-part.

Malgré une amélioration de l'approvisionnement en denrées alimentaires et un ralentissement de l'expansion de la monnaie, les prix sur le marché libre dans la région de Vientiane ont continué à monter en 1981 comme en 1982. La fermeture de la frontière avec la Thaïlande pendant une période de six mois est un important facteur qui a joué dans la hausse des prix sur le marché libre durant l'année 1981, alors que l'interruption des services de transports routiers vers Vientiane et la constitution de réserves dès que se répandit la nouvelle d'une mauvaise récolte de riz d'été ont provoqué une hausse des prix des denrées alimentaires au premier semestre de 1982. La dépréciation du taux de change du kip sur le marché libre, auquel s'effectuent les transactions frontalières non officielles, a contribué à la hausse des prix intérieurs ces deux années-là.

L'écart croissant entre les prix officiels et les prix pratiqués sur le marché libre, observé durant l'année 1981, a amené les autorités à ajuster de nouveau les prix officiels en janvier 1982. Les autorités ont soit majoré le prix d'achat d'un certain nombre de produits agricoles et forestiers (riz, café, bois d'oeuvre), soit laissé le marché libre déterminer le prix d'autres produits (cardamome, laque et benjoin). Le prix d'achat du riz a été relevé de 50 %. Dans le même temps, le taux de change préférentiel est passé de 30 à 35 kips pour 1 dollar E.U. et a été appliqué à toutes les transactions de change, y compris toutes les importations et exportations officielles qui s'effectuaient jusqu'ici au taux officiel de 10 kips pour 1 dollar F.U. Dans le cas de ces transactions, le taux de change applicable s'est déprécié de 71 %. A l'exception du riz distribué aux fonctionnaires et agents des entreprises d'Etat, les effets du relèvement des prix d'achat et les modifications du régime des taux de change se sont pleinement manifestés dans la progression des prix de détail officiels. Les pouvoirs publics ont relevé le prix de certains produits, tels que la bière et les cigarettes, afin de supprimer les subventions ou d'accroître les marges bénéficiaires. Le Laos n'établit pas d'indice des prix, mais les services du Fonds estiment que la hausse du coût de la vie dans la région de Vientiane atteindra peut-être 100 % en 1982 contre 55 % en 1981. Comme les habitudes de consommation sont différentes et qu'il est plus facile de s'approvisionner en vivres dans les campagnes, les hausses du coût de la vie ont été probablement moins prononcées en milieu rural qu'à Vientiane.

Les résultats budgétaires se sont améliorés régulièrement ces dernières années (tableau 1). Les transferts de bénéfices à l'Etat ont fortement augmenté, les entreprises d'Etat ayant été autorisées à appliquer des marges bénéficiaires inchangées sur les prix des biens intermédiaires et de consommation qui étaient beaucoup plus élevés. Si la hausse des prix a favorisé un accroissement des recettes fiscales, celui-ci a été également dû à l'augmentation de l'activité économique, à l'application de meilleures méthodes de recouvrement des impôts, tant en ce qui concerne les entreprises que les particuliers, et à un gonflement du produit de l'impôt agricole. L'amélioration des résultats budgétaires a également tenu au triplement, en octobre 1981, du prix de l'électricité vendue à la Thaïlande, aux effets du renforcement du contrôle des inventaires par les entreprises d'Etat et à la modération des dépenses. Aucune augmentation

Tableau 1. Laos - Opérations budgétaires, 1979-82

(Millions de kips)

	1979	1980	1981	1982	
				Budget	Estimations révisées
Recettes	268	748	989	1.190	2.755
Entreprises d'Etat	185	568	713	876	2.255
(Excédents d'exploitation)	(138)	(312)	(420)	(474)	(1.595)
Secteur privé	48	98	200	252	415
Autres recettes	35	82	76	62	85
Dépenses	636	1.777	1.956	2.152	5.475
Dépenses courantes	394	1.028	1.028	1.053	2.259
Traitements et salaires	114	270	200	200	280
Service de la dette	19	23	45	28	96
Matériels et fournitures	96	668	725	765	1.798
Dépenses en capital	242	749	928	1.098	3.216
Déficit global (-)	-368	-1.029	-967	-962	-2.720
Prêts et dons étrangers ¹	354	1.033	967	962	2.720
Banque nationale	14	-4	--	--	--
Pour mémoire :					
Subvention accordée au prix du riz ²	135	--	80	80	360
(En pourcentage du PIB)					
Recettes moins dépenses courantes	-5,0	-5,4	-0,5	1,8	3,6
Déficit global	-14,7	-19,8	-13,1	-12,3	-19,7
Dépenses totales	-25,4	-34,2	-26,4	-27,8	-39,7
Subvention accordée au prix du riz ²	-5,4	--	-1,1	-1,0	-2,6

Sources . données communiquées par les autorités lao et estimations des services du Fonds.

¹Les données budgétaires relatives à l'aide étrangère peuvent ne pas correspondre aux statistiques de la balance des paiements, car un certain montant de recettes au titre de l'aide, par exemple celles qui servent à financer des projets dont l'exécution est contrôlée et dirigée par le pays donateur, n'est pas acheminé par le canal budgétaire. En revanche, il se peut qu'une partie de l'aide en nature enregistrée dans le budget n'ait pas été reprise dans les comptes de la balance des paiements relatifs aux importations et aux recettes du compte capital.

²Le coût de la subvention dont bénéficie le prix du riz est supporté par la Société du commerce lao.

de salaire n'a été accordée en 1981, et l'augmentation de 50 à 70 % octroyée en avril 1982 a été considérablement inférieure à la hausse du coût de la vie. De même, par le jeu de la réduction naturelle des effectifs et grâce au succès de la mise en oeuvre des programmes de réimplantation des populations rurales, le nombre des fonctionnaires a été réduit de 20 % en 1981. Ces mesures et d'autres mesures de contrôle des dépenses ont atténué l'incidence sur les dépenses de la modification du taux de change et du relèvement des prix officiels qui sont intervenus en janvier dernier; les dépenses courantes doivent, selon les projections, progresser de 120 % en 1982, alors que les recettes intérieures doivent augmenter de 178 %. Depuis 1979, le déficit budgétaire global est entièrement financé avec l'aide extérieure et, exception faite des besoins saisonniers, le gouvernement s'est abstenu de recourir au système bancaire.

La politique du crédit a eu tendance à tenir compte de la hausse des prix officiels, le résultat étant que l'expansion du crédit total intérieur s'est ralentie pour tomber de 156 % en 1980 à 25 % en 1981 (tableau 2). Concordant avec un fléchissement des avoirs extérieurs nets, la liquidité totale s'est accrue de 4 % en 1981 contre 164 % en 1980. Durant l'année 1981, le taux de croissance des agrégats monétaires a été très inférieur au taux de croissance du PIB nominal, estimé à 40 %. Cette différence est peut-être due à un certain nombre de facteurs, au nombre desquels on peut citer la stabilité des prix dans le secteur public, où est détenue la plus grande partie de la liquidité, et certains indices d'une nouvelle progression de la circulation relativement importante de la monnaie étrangère au Laos.

En raison surtout des effets de la fermeture temporaire de la frontière avec la Thaïlande et des réductions des importations de céréales vivrières, le déficit courant est tombé de 103 millions de dollars E.U. en 1980 à 92 millions de dollars E.U. en 1981. Les exportations, qui avaient diminué en 1980, se sont redressées en 1981, en particulier les ventes de produits qui n'ont pas été affectées par la fermeture de la frontière; c'est ainsi que les ventes d'électricité à la Thaïlande ont augmenté, de même que le volume des expéditions vers les pays de la zone non convertible par le port vietnamien de Danang. Subissant le contrecoup de la fermeture de la frontière avec la Thaïlande, les exportations de bois d'oeuvre et, dans une certaine mesure, celles de café et d'autres marchandises exportables ont continué à se ressentir des bas prix d'achat intérieurs. Les importations originaires de pays de la zone non convertible ont presque triplé et ont en partie compensé la baisse des importations provenant des pays de la zone convertible. En 1981, le déficit global de la balance des paiements a atteint 5,8 millions de dollars E.U., et un déficit de 0,2 million de dollars E.U. a été enregistré pendant les six premiers mois de l'année 1982. A la fin de juin 1982, les réserves de change brutes s'élevaient à 12,4 millions de dollars E.U., soit l'équivalent d'environ 1,2 mois d'importations. Les engagements extérieurs, essentiellement l'encours des achats au Fonds, se montaient à 14,1 millions de dollars E.U. à la fin de juin 1982.

Tableau 2. Laos - Situation monétaire, 1979-82

(Millions de kips)

	1979 Déc.	1980 Déc.	1981		1982
			Juin	Déc.	Juin
Avoirs extérieurs nets	-243	-446	-478	-524	-367
Crédit intérieur	351	899	1.098	1.125	1.130
Etat (net)	59	55	15	18	7
Entreprises publiques	288	812	1.040	1.055	1.070
Secteur privé	4	32	43	52	53
Liquidité totale	291	768	902	795	927
Monnaie en circulation	100	157	165	169	231
Dépôts à vue	187	601	727	616	687
Dépôts d'épargne	4	10	10	10	9
Autres postes (net)	183	315	282	194	164

Source données communiquées par les autorités lao.

III. Compte rendu des discussions

Les principaux objectifs de la politique économique que le Laos s'est fixés dans le cadre du Plan quinquennal (1981-85), qui a été officiellement adopté en mars dernier, sont . 1) la poursuite du développement de la production agricole et forestière, de manière à mieux satisfaire aux besoins alimentaires de la population et à accroître les produits disponibles à l'exportation; 2) l'amélioration de l'infrastructure de base, de manière à éliminer progressivement les goulets d'étranglement dans le secteur des transports, et le perfectionnement des techniciens et du personnel de direction; et 3) une organisation de l'économie qui reflète plus fidèlement la doctrine socialiste. Bien que le Plan contienne un certain nombre d'objectifs quantitatifs, par exemple un taux de croissance annuel moyen de 7 % et une amélioration des recettes d'exportation de 240 % pendant la période du Plan, les autorités ont indiqué que ces objectifs ne faisaient qu'illustrer l'orientation générale qui allait être donnée à l'économie; les objectifs ne constituent pas un cadre quantitatif pour la formulation des politiques. Les décisions d'investissement sont prises sur la base de critères de réalisation techniques et de rentabilité et en fonction des ressources de financement intérieur et extérieur disponibles. Le programme d'investissement ne comprend que quatre nouveaux projets - un oléoduc, une route menant au port de Danang au Viet-Nam, une cimenterie et la création d'une société nationale de transports. La route de Danang (route 9), qui devrait réduire la dépendance du pays à l'égard de Bangkok comme principal port maritime, est le seul nouveau grand projet dont l'exécution est en cours. Jusqu'ici, dans le cadre du Plan quinquennal, l'effort d'investissement a porté principalement sur l'achèvement des projets en cours, tels que l'amélioration de la route 13, qui traverse le pays du Nord au Sud et relie les principales villes du Laos, la construction et la remise en état des routes d'accès, et d'autres projets peu coûteux et rapidement rentables exécutés dans le secteur agricole ou liés à ce secteur. Environ 40 % du total des investissements prévus dans le cadre du Plan seront effectués dans le secteur des transports et des communications. La BIRD est d'accord avec l'approche de base adoptée dans le Plan quinquennal, quoique pas nécessairement avec ses objectifs quantitatifs. La Banque finance actuellement trois projets agricoles et l'agrandissement des centrales hydro-électriques. Les autres projets susceptibles de bénéficier de l'aide de la BIRD comprennent l'adoption de techniques culturales très perfectionnées dans le secteur agricole, l'électrification rurale et la remise en état de la base industrielle, notamment en ce qui concerne l'industrie de transformation du bois d'oeuvre. Les autorités considèrent l'organisation de l'économie selon les principes socialistes comme un objectif à long terme, dont la réalisation pourrait prendre plusieurs décennies.

Même une mise en oeuvre partielle du Plan quinquennal exigera des montants considérables d'aide étrangère, non seulement pour l'exécution des projets mais aussi pour le financement de l'assistance technique et des importations de biens de consommation de base et de facteurs de production agricoles, tels que les engrais et les insecticides. Le déficit courant équivalant déjà environ au quart du PIB, les discussions ont porté en particulier sur les moyens de promouvoir les exportations.

1 Politique en matière de production

Une production annuelle de paddy se situant entre 1,2 et 1,4 million de tonnes d'ici à 1985, soit une augmentation de 8 à 26 % par rapport à 1981, figure parmi les plus importants objectifs inscrits au Plan quinquennal. Contrairement à ce qui s'est passé ces dernières années, où l'expansion des superficies cultivées a contribué de façon notable à une production accrue, d'autres gains doivent provenir de plus en plus de l'adoption de techniques culturales plus intensives, telles que l'irrigation et l'utilisation de variétés à rendement élevé, d'engrais et d'insecticides, on ne prévoit pas d'augmentation importante de la superficie totale cultivée. Etant donné que la culture intensive comporte un risque plus grand pour l'agriculteur et exige de lui une plus grande somme de travail, l'accroissement de la production de riz dépendra pour beaucoup du succès de la politique visant à fournir des encouragements adéquats. De l'avis des autorités, le niveau plus élevé des prix d'achat, observé ces dernières années, et l'adoption d'un système en vertu duquel les prix d'achat du riz sont négociés chaque année avec les agriculteurs en fonction du prix de revient et des pénuries locales ont sensiblement contribué à l'expansion de la production. Les prix d'achat seront donc soumis à un examen continu et, afin de donner corps aux encouragements financiers, des quantités adéquates de biens de consommation continueront à être mises à la disposition du secteur agricole. Des prix d'achat négociés ont été récemment institués pour le café, et leur application à d'autres cultures principales telles que le coton, le tabac et le maïs est actuellement à l'étude.

Dans une large mesure, les nouveaux gains de la production de riz devront provenir de l'expansion des superficies irriguées (actuellement 50.000 hectares, soit 7 % de la superficie totale consacrée au riz) et de la fourniture de machines et outillages agricoles adéquats. Pour remédier à la pénurie de personnel qualifié et à l'absence d'un programme efficace de livraison des facteurs de production, les pouvoirs publics vont faire porter leurs efforts principalement dans les domaines où les perspectives d'une amélioration de la productivité sont bonnes. L'amélioration de la mécanisation dans les coopératives existantes et la création de nouvelles coopératives, accompagnée d'une certaine mécanisation dans les régions qui font face à des pénuries de main-d'œuvre et d'animaux de trait, seront également examinées. Toutefois, la participation des agriculteurs dans les coopératives restera volontaire.

Il se peut que les gains de production de riz prévus dans le cadre du Plan dépassent les besoins intérieurs additionnels résultant de l'accroissement de la population et d'une consommation par habitant un peu plus élevée. Dans ce cas, les autorités ont l'intention d'utiliser tout excédent de production pour constituer des stocks. Etant donné que la production annuelle d'une rizière moyenne varie de 15 %, des stocks d'un volume correspondant à une distribution officielle d'environ trois mois sont jugés suffisants pour favoriser une réduction des fluctuations du prix du riz sur le marché libre et de la dépendance à l'égard des céréales vivrières importées. L'efficacité des futures opérations concernant le riz dépendra

beaucoup des améliorations nouvelles apportées au réseau de transport intérieur et de la construction d'entrepôts adéquats ou de l'amélioration des installations existantes. Le Plan quinquennal ne contient pas actuellement de prévisions suffisamment détaillées concernant la construction d'installations d'entreposage adéquates.

Bien que le Laos soit doté de ressources forestières considérables, les estimations récentes de la superficie couverte par les forêts offrant un bois de haute qualité indiquent que ces ressources ne sont pas aussi importantes qu'on l'avait cru. En outre, les abattages effectués à tort et à travers dans le passé paraissent avoir réduit le rendement potentiel des zones les plus accessibles. Les mesures de précaution prises concernant le taux d'abattage qui serait autorisé si l'on voulait éviter l'épuisement ont donc été un important élément de la politique forestière appliquée par les pouvoirs publics, sans compter la nécessité de gagner des devises. Toutes les exportations de bois sont subordonnées à un monopole d'Etat et, depuis le milieu de 1981, les exportations de grumes sont interdites afin de promouvoir l'industrie de transformation laotienne. Toutefois, comme les installations de transformation du pays sont limitées, l'interdiction a été appliquée jusqu'ici avec une certaine souplesse. Dans le cadre du Plan quinquennal, les autorités ont créé huit sociétés de transformation du bois, dont trois fonctionnent actuellement. Avec le concours de l'assistance étrangère, chaque société sera responsable de l'exploitation et du reboisement de certaines régions. Depuis juin 1981, les prix d'achat du bois ont été relevés de 190 à 400 %. Toutefois, les nouveaux prix couvrent à peine les coûts, et il faudra procéder à de nouvelles augmentations de prix si l'on veut que l'abattage du bois devienne une activité rémunératrice.

Dans l'industrie, les autorités visent à accroître l'utilisation de la capacité des usines existantes, en rénovant l'équipement, le cas échéant, et en assurant des approvisionnements suffisants en matières premières laotiennes et importées. L'installation de nouvelles capacités n'est envisagée que pour les projets viables qui peuvent assurer la transformation de la production intérieure agricole ou forestière. Le manque de cadres et de techniciens paraît faire peser une contrainte majeure sur la création et le développement continu des industries. La mission des services du Fonds a indiqué que, en faisant une déclaration de politique sur la création d'industries par le secteur privé et sur des opérations conjointes possibles avec des entreprises étrangères, les pouvoirs publics contribueraient probablement à atténuer les effets de cette contrainte. A l'exception de la cimenterie, qui sera construite avec une aide de l'Union soviétique, il n'est pas prévu de créer de nouvelles usines.

2 Politique énergétique

Le Laos est à la fois un importateur et un exportateur d'énergie. Il est largement tributaire des importations de produits pétroliers pour sa consommation énergétique commerciale, et il vend à la Thaïlande la plupart de sa production d'énergie hydro-électrique. Bien que la production d'électricité ait plus que triplé en 1979, après l'achèvement de la

deuxième phase de la centrale hydro-électrique de Nam Ngum, le Laos est demeuré un importateur net d'énergie en termes de devises, le prix à l'exportation de l'électricité étant demeuré inchangé, alors que le coût des importations de produits pétroliers a plus que doublé en 1980 et a continué de monter par la suite. En octobre 1981, le prix de l'électricité exportée a été relevé de 200 % au titre d'un nouveau contrat passé avec la Thaïlande, qui prévoit aussi des augmentations de prix de 9 % par an jusqu'à 1986. Conséquence de cette hausse du prix à l'exportation de l'électricité, le Laos est devenu un exportateur net d'énergie en 1982, et, avec l'expansion de 36 % de la capacité de production, due en 1984 après l'installation d'une turbine additionnelle à la centrale hydro-électrique de Nam Ngum, on prévoit que le Laos restera un exportateur net d'énergie pendant la plupart des années 80². Durant l'année 1981, le prix intérieur de l'électricité a sextuplé et atteint un niveau légèrement inférieur au coût marginal à long terme. Sous l'effet de la dévaluation du kip en janvier 1982, le prix officiel auquel l'essence rationnée était vendue aux organismes publics et aux fonctionnaires a été relevé de plus de 200 %, et les prix des autres produits pétroliers ont été également modifiés en conséquence. Les autorités ont fait savoir qu'elles ont l'intention de maintenir le coût du pétrole au niveau des prix pratiqués sur le marché mondial et de le réviser périodiquement à l'avenir en fonction de l'évolution des prix des produits pétroliers au débarquement.

3. Mobilisation des ressources intérieures et politique financière

Ces dernières années, l'évolution budgétaire a été caractérisée par une croissance soutenue des recettes qui ont généralement progressé plus rapidement que les dépenses. Cette évolution a eu des répercussions importantes, étant donné que le financement extérieur du budget en pourcentage des dépenses totales a été ramené d'environ 58 % en 1979 à près de 49 % sur la base des prévisions budgétaires révisées pour 1982. Ces prévisions révisées indiquent également que, pour la première fois en 1982, les recettes intérieures dépasseront les dépenses courantes. L'excédent est estimé à environ 4 % du PIB, alors que, à titre de comparaison, un déficit équivalant à environ 5 % du PIB avait été enregistré en 1980.

L'accroissement des recettes de l'Etat, c'est-à-dire 130 millions de kips en 1981 et 150 millions de kips en 1982, est due en partie à un phénomène temporaire car, il provient d'une réduction des excédents de stocks des entreprises d'Etat. Une fois que les stocks de ces entreprises auront retrouvé des niveaux plus normaux, ce qui devrait se produire vers la fin de l'année, le reflux de fonds de roulement vers le budget cessera³. Les

²En 1982, les exportations d'électricité doivent, selon les projections, atteindre 23 millions de dollars E.U., alors que les importations de produits pétroliers provenant des pays de la zone convertible en 1982 sont estimées à 12 millions de dollars E.U., et celles originaires de pays de la zone non convertible à environ 5 millions de dollars F.U. Depuis 1979, le volume des importations de pétrole provenant des pays de la zone convertible diminue, alors que celui des importations originaires de pays de la zone non convertible a tendance à augmenter.

³Les fonds de roulement des entreprises d'Etat sont financés à 50 % par le budget et à 50 % par le système bancaire.

autorités ont conscience qu'il conviendrait de tenir compte de ce facteur lors de la préparation du budget 1983. Pour se procurer davantage de recettes, elles envisagent de relever, de 10 kips à 35 kips pour 1 dollar E.U., le taux utilisé pour le calcul des droits de douane. D'autres mesures budgétaires actuellement à l'étude prévoient une nouvelle réduction des fonctionnaires et agents de l'Etat, ainsi qu'une amélioration de l'efficacité du fonctionnement des entreprises d'Etat grâce à une plus grande autonomie et à un contrôle plus rigoureux des coûts. Depuis 1979, obligation est faite aux entreprises d'Etat d'éviter les pertes d'exploitation et de maintenir une petite réserve financière destinée à couvrir des ralentissements momentanés de leurs activités. Les règles régissant la détermination des profits ont été renforcées en 1982, lorsque les autorités ont demandé aux responsables des entreprises de faire l'inventaire de leurs effectifs sur la base du volume de travail et d'exclure le coût de la main-d'oeuvre excédentaire du calcul du coût de production total. A titre expérimental, trois sociétés ont récemment été autorisées à conserver 40 % de leurs profits (contre 10 à 20 % pour les autres compagnies) et à négocier des contrats sur une base commerciale avec des sociétés tant étrangères que lao. Ces deux mesures vont probablement améliorer les résultats d'exploitation et, si cette amélioration se matérialise, le gouvernement a l'intention d'étendre ce nouveau système de gestion à d'autres sociétés.

En février 1982, le nombre de biens de consommation dont le prix est subventionné a été ramené de onze à quatre (riz, sucre, tissus et détergents). Le prix d'achat officiel du riz a été régulièrement relevé ces dernières années, mais le prix auquel le riz est distribué aux fonctionnaires et agents des entreprises d'Etat est demeuré inchangé depuis janvier 1980 et, bien que le nombre de personnes pouvant toucher de l'Etat une ration de riz à bas prix ait été réduit, le coût de la subvention en résultant est estimé à environ 360 millions de kips en 1982, soit environ 2,6 % du PIB. La subvention n'est pas une charge directe supportée par le budget mais, par contre, elle est financée par la Société du commerce lao (SCL) avec les bénéfices qu'elle dégage des importations de biens de consommation et des exportations de bois d'oeuvre. Les autorités ont indiqué qu'elles examineront la possibilité de faire de la subvention dont bénéficie le prix du riz un poste budgétaire spécifique et de permettre à la SCL de fixer le prix d'achat intérieur du bois d'oeuvre sur une base commerciale, sans tenir absolument compte de la nécessité de financer la subvention accordée au prix du riz. Elles envisagent de réduire progressivement le coût de cette subvention en comprimant davantage les effectifs de la fonction publique, en renforçant les règles stipulant quels sont les bénéficiaires de cette distribution de riz à un prix subventionné et en opérant des ajustements de prix.

Bien que le Plan quinquennal prévoie une augmentation des recettes intérieures de 70 % en termes réels, les autorités doutent que cet objectif puisse être atteint. Pour le reste de la période du Plan, elles ont l'intention de continuer à aligner les prix officiels sur l'évolution des coûts, d'améliorer l'efficacité de l'exploitation des entreprises d'Etat et de faire de nouveaux efforts pour éliminer les dépenses inutiles du budget ordinaire et du budget d'équipement de l'Etat. A l'exception de

l'utilisation d'une facilité de crédit de caractère saisonnier ouverte à la Banque nationale du Laos au début de l'année pour combler un écart entre les dépenses et les recettes, les autorités n'envisagent aucun emprunt auprès du système bancaire intérieur pendant le reste de la période du Plan. Le gouvernement s'abstient d'emprunter au système bancaire depuis 1979 et, bien que cette décision ait parfois eu pour conséquence de priver momentanément de fonds certains secteurs, notamment en ce qui concerne le financement de la contrepartie en monnaie locale des projets exécutés avec de l'aide extérieure, les autorités estiment qu'elle a également incité toutes les administrations publiques à faire montre d'une plus grande discipline financière. Le lancement de nouveaux projets qui ne bénéficiaient pas d'un financement intérieur ou extérieur adéquat a été fortement réduit.

La politique en matière de monnaie et de crédit est essentiellement passive et répond principalement aux besoins de liquidité et de crédit des entreprises d'Etat, tels qu'ils sont établis par la politique des prix et le plan de production officiel. Depuis 1979, la politique en matière de crédit a également pour objectif de satisfaire les besoins légitimes de financement du secteur privé. Faible au départ, le volume du crédit accordé à ce secteur s'est accru rapidement mais est demeuré pratiquement inchangé pendant les six premiers mois de 1982. Les autorités ont expliqué que l'expansion rapide enregistrée au cours des années antérieures avait créé certains problèmes de remboursement et que les banques appliquaient maintenant des critères plus rigoureux en ce qui concerne l'octroi de crédit au secteur privé, y compris la présentation obligatoire, au moment où la demande de crédit est faite, des états financiers détaillés et des plans de travail à moyen terme. Les nouveaux critères dénotent de la part des banques une attitude un peu plus prudente compte tenu des enseignements du passé, il ne faut pas voir dans leur application l'adoption d'une politique plus restrictive à l'égard du secteur privé. A mesure que les entreprises privées se familiarisent avec les nouvelles procédures, on s'attend à une reprise de l'expansion du crédit au secteur privé pendant le reste de l'année 1982. Les autorités ont également estimé que le crédit aux entreprises publiques était utilisé plus efficacement que dans le passé par suite de l'adoption de critères plus rigoureux pour l'octroi de crédit et de l'importance plus grande attachée à la rentabilité et à une bonne gestion des trésoreries. Le crédit aux entreprises publiques s'est plus ou moins stabilisé pendant les six premiers mois de 1982, en raison surtout des effets de la réduction des stocks excédentaires. Bien que les autorités s'attendent à une accélération du rythme d'expansion du crédit accordé aux entreprises tant publiques que privées au second semestre de 1982, on estime que la progression du crédit total pour l'ensemble de l'année restera au-dessous de 25 %.

Le Laos pratique depuis toujours une politique de faibles taux d'intérêt, car la plupart du crédit est alloué administrativement et les possibilités de mobilisation de l'épargne privée sont limitées. La mission du Fonds a fait observer que, les entreprises publiques jouissant d'une autonomie de plus en plus grande en matière financière et de gestion, et le secteur privé ayant noué des relations commerciales avec la Thaïlande,

les taux d'intérêt devraient refléter la pénurie de capitaux au Laos et au moins le niveau des taux d'intérêt en vigueur à l'étranger. Les autorités lao ont abondé dans ce sens et signalé qu'une étude récente sur la structure et le niveau des taux d'intérêt aboutirait probablement à la décision de relever les taux d'intérêt au cours de 1983. Afin d'encourager l'épargne et de fournir des facilités de crédit améliorées aux zones rurales, le système bancaire a ouvert 52 nouvelles agences depuis 1979.

4 Politique extérieure

Après avoir enregistré des déficits en 1980 et en 1981, la balance des paiements devrait dégager un léger excédent de 1,5 million de dollars E.U. en 1982 (tableau 3). Une forte progression des paiements d'importations - de 90 millions de dollars E.U. en 1981, ils sont passés à 121 millions de dollars E.U. - sera plus que compensée par l'effet du triplement du prix de l'électricité vendue à la Thaïlande, par une augmentation des exportations à destination des pays de la zone non convertible et par un accroissement des recettes au titre de l'aide extérieure. L'accroissement notable du volume des importations traduit le retour à un niveau plus normal des échanges avec la Thaïlande, après la fermeture de la frontière en 1981, et une expansion du volume des achats d'équipement, de matières premières et de pétrole aux pays de la zone non convertible. Malgré la perspective d'un excédent de la balance globale des paiements, la situation extérieure a continué de s'affaiblir en 1982, le déficit courant devant atteindre 94 millions de dollars E.U., selon les estimations, soit 24 % du PIB.

Les exportations de bois d'oeuvre - qui représente la deuxième source de devises du Laos après l'électricité - ont continué de stagner et resteront probablement très inférieures à leur niveau potentiel pour la troisième année consécutive. Les autorités lao ont expliqué que le bas niveau des prix du bois d'oeuvre à l'étranger et les incertitudes entourant le rythme d'abattage autorisé avaient fait tomber les ventes au premier semestre de 1982, mais que les contrats d'exportation négociés avec la Thaïlande durant l'été favoriseront une reprise des exportations au deuxième semestre de 1982. Compte tenu des énormes possibilités offertes par les exportations de bois d'oeuvre et de la nécessité de réduire le niveau du déficit courant, la mission du Fonds a fait observer qu'il faudrait achever le plus tôt possible un inventaire national du bois d'oeuvre afin de fixer le rythme acceptable d'exploitation et prendre en considération la situation de la balance des paiements lors de l'élaboration d'une politique nationale d'exploitation du bois d'oeuvre. Un stock appréciable de bois d'oeuvre débité ayant été accumulé ces dernières années (10.000 m³ dans la seule région de Vientiane), il serait en tout cas possible d'accélérer le rythme des exportations dans les années à venir. Les autorités ont fait savoir qu'elles procédaient actuellement à une réorganisation de l'ensemble du secteur du bois d'oeuvre et que, outre le recours à l'aide étrangère concernant l'exploitation forestière, elles envisageaient aussi de faire appel à l'assistance technique extérieure dans le domaine de la commercialisation et de la détermination des prix. Bien que les prix intérieurs du bois d'oeuvre aient été récemment relevés

Tableau 3. Laos - Balance des paiements, 1979-82

(Millions de dollars E.U.)

	1979	1980	1981	1982 Janv.- Juin	1982 Projec- tions
Balance commerciale	50,9	-78,8	-70,8	-51,6	-73,1
Zone convertible	-0,9	-27,5	-22,2	-9,5	-6,0
Zone non convertible	-4,1	-4,7	-8,4	-12,1	-17,1
Importations financées par l'aide ¹	-45,9	-45,6	-40,2	-30,0	-50,0
Exportations	19,4	13,5	19,4	18,0	47,8
Zone convertible	19,4	13,5	14,0	11,8	29,9
Zone non convertible	5,4	6,2	17,9
Importations	-70,3	-92,3	-90,2	-69,6	-1,2
Zone convertible	-20,3	-42,0	-36,2	-21,3	-35,1
Zone non convertible	-4,1	-4,7	-13,8	-18,3	-35,0
Importations financées par l'aide ¹	-45,9	-45,6	-40,2	-30,0	-50,0
Services et transferts privés (net)	-21,2	-24,2	-20,8	-8,3	-21,1
Assistance technique	-25,0	-27,9	-28,0	-15,0	-30,0
Intérêts ²	-2,1	-1,8	-2,0	-1,3	-2,1
Autres (net)	5,9	5,5	9,3	8,0	11,0
Solde courant	72,1	-103,0	-91,6	-59,9	-94,2
Capitaux et transferts officiels	80,7	83,8	86,9	56,2	95,7
Prêts et dons	75,0	78,2	86,6	57,1	97,1
Amortissement ²	-1,9	-1,3	-2,4	-0,9	-1,4
Autres	7,6	6,9	2,7	--	--
Balance globale ²	6,6	-11,0	-5,8	-0,2	1,5
Financement	-6,6	11,0	5,8	0,2	-1,5
Avoirs (augmentation -)	-4,6	12,0	0,5	0,2	-1,5
Engagements (diminution -)	-2,0	-1,0	5,3	--	--

Source : données basées sur les renseignements communiqués par les autorités lao

¹En provenance tant de la zone convertible que de la zone non convertible

²Zone convertible.

afin de prendre en compte les hausses de salaires, il subsiste un écart considérable entre les prix à l'exportation et les prix payés aux entreprises d'abattage lao. Les autorités envisagent donc d'accroître de nouveau les prix d'achat officiels, dans le cadre d'une politique plus vaste concernant le bois d'oeuvre. Les prix d'achat des autres produits exportables, c'est-à-dire le café, le thé et le coton, seront ajustés de manière à maintenir des incitations adéquates à la production.

La dette extérieure du Laos, en augmentation rapide depuis 1975, atteignait 312 millions de dollars E.U. à la fin de 1981, soit l'équivalent de 42 % du PIB. Même si la majeure partie de la dette totale est assortie d'échéances longues et de faibles taux d'intérêt, l'expiration progressive des différés d'amortissement aboutit à une charge rapidement croissante du service annuel de la dette. En monnaies convertibles, les paiements au titre du service de la dette passeront de 3,5 millions de dollars E.U. en 1982 - soit 12 % des recettes d'exportation en monnaies convertibles - à 15,9 millions de dollars E.U. en 1985 (tableau 4). La dette extérieure à l'égard des pays du CAEM, dont l'existence tient en partie à la conversion des soldes déficitaires dans le cadre d'accords bilatéraux de compensation en prêts à long terme, s'élevait à un montant équivalant à 192 millions de dollars E.U. à la fin de 1981. Bien que le service de ces emprunts ne constitue pas encore une charge excessive pour la balance des paiements, a noté la mission, les obligations de la dette envers les pays du CAEM pourraient augmenter rapidement, si le Laos continue au rythme actuel de convertir les soldes déficitaires au titre d'accords de compensation en prêts à long terme.

Un volume croissant du commerce extérieur total du Laos est acheminé par des voies non officielles au taux de change du marché parallèle qui a récemment atteint 105 kips pour 1 dollar E.U. Les autorités ont admis que, compte tenu du niveau insoutenable du déficit courant officiel, des perspectives incertaines en ce qui concerne l'aide et de la charge de plus en plus lourde du service de la dette, il était impératif d'accroître rapidement le volume des exportations officielles, et que, pour atteindre cet objectif, elles devront fixer des prix d'achat intérieurs plus rémunérateurs et pratiquer une politique de change plus dynamique. Les autorités ont également fait observer qu'à l'avenir elles éviteront d'opérer les importants ajustements distincts qui, dans le passé, ont caractérisé la politique de change.

L'évolution récente de la balance des paiements a été caractérisée par l'expansion rapide du commerce avec les autres pays socialistes. Si cette évolution se poursuit, on risque d'arriver au point où les exportations vers les pays de la zone convertible ne suffiront pas à couvrir un niveau adéquat d'importations originaires de pays de cette zone et ne permettront pas d'effectuer les paiements au titre du service de la dette extérieure en monnaies convertibles. Compte tenu de cette éventualité, les autorités ont convenu qu'il conviendrait d'accorder une attention spéciale à l'accroissement des recettes d'exportation convertibles.

Tableau 4. Laos - Projections du service de la dette
extérieure, 1982-85

(Millions de dollars E.U.)

	1982	1983	1984	1985
Total du service de la dette	<u>3,45</u>	<u>6,68</u>	<u>14,15</u>	<u>18,28</u>
Capitaux	1,40	4,62	12,21	16,82
Intérêts	2,05	2,06	1,94	1,46
Prêts multilatéraux	<u>1,60</u>	<u>2,02</u>	<u>9,59</u>	<u>12,83</u>
Capitaux ¹	0,41	0,90	8,57	12,26
Intérêts ²	1,19	1,12	1,02	0,57
Prêts bilatéraux	<u>1,85</u>	<u>4,66</u>	<u>4,56</u>	<u>5,45</u>
Zone convertible	1,85	1,92	2,57	3,04
Capitaux	(0,99)	(0,98)	(1,65)	(2,15)
Intérêts	(0,86)	(0,94)	(0,92)	(0,89)
Zone non convertible	--	2,74	1,99	2,41
Capitaux	(--)	(2,74)	(1,99)	(2,41)
Intérêts	(--)	(--)	(--)	(--)

Source données communiquées par les autorités lao

¹Y compris les obligations de rachat au Fonds et le remboursement de prêts du Fonds fiduciaire.

²Y compris les commissions dues au Fonds

Le régime des changes et du commerce reste fortement restrictif et le Laos continue d'être partie à des accords de paiements bilatéraux qui ont été conclus avec l'URSS, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande et avec deux pays membres du Fonds, le Viet-Nam et la Hongrie. Avec l'adoption, en janvier dernier, du taux de 35 kips pour 1 dollar E.U. applicable à toutes les transactions officielles, les pratiques de taux de change multiples, qui résultaient des primes de change dont bénéficiaient les recettes touristiques, les transactions avec les ambassades et les envois de fonds privés de l'étranger, ont été supprimées.

IV. Evaluation par les services du Fonds

A la suite de deux années marquées par une croissance économique sans précédent, les résultats de l'économie ont continué à être favorables en 1981, malgré un plafonnement de la production de riz et des pénuries de facteurs de production industriels causées par la fermeture prolongée de la frontière avec la Thaïlande. Le PIB réel a continué de croître et le Laos a encore renforcé son indépendance alimentaire, résultat majeur obtenu par l'économie lao ces dernières années. Les perspectives d'une accélération de la croissance du PIB en 1982 ont été limitées par une sécheresse qui a affecté la récolte de riz d'été, mais on ne s'attend pas à ce que les importations de denrées alimentaires reprennent sur une grande échelle.

Outre les conditions climatiques favorables, l'expansion rapide de la production agricole, ces quatre dernières années, a été due au succès de la campagne de récupération des terres abandonnées lancée par les autorités et à la prise de mesures visant à stimuler la production, notamment une politique souple en matière de prix et l'élimination des restrictions frappant le commerce intérieur. Les prix d'achat officiels et les prix de détail ont été relevés en 1980 et de nouveau au début de 1982, après la réapparition de distorsions sensibles. Bien que la production ait réagi favorablement à la prise de ces mesures et que le rythme de l'expansion monétaire se soit progressivement ralenti, des pressions ont continué de s'exercer sur les prix sur le marché libre dans la région de Vientiane en raison des fermetures de la frontière avec la Thaïlande, des interruptions enregistrées dans l'approvisionnement du pays en céréales vivrières et des effets de la dépréciation du kip sur le marché parallèle.

Les résultats budgétaires se sont améliorés ces dernières années. Cette amélioration a été due non seulement aux récentes mesures prises concernant les prix, mais aussi à l'amélioration des procédures de recouvrement des impôts et à la limitation des dépenses. Conséquence de cette évolution, en 1982, les recettes intérieures devraient dépasser pour la première fois les dépenses courantes. Néanmoins, près de la moitié du total des dépenses budgétaires continuent à être financées par l'aide extérieure; aussi des mesures additionnelles en matière de recettes et de dépenses, telles que le relèvement prévu du taux de change utilisé pour calculer la valeur en douane et une nouvelle compression des effectifs du secteur public, sont-elles indiquées. Compte tenu de l'importance

relative de la subvention accordée dans le cadre des distributions de riz par l'administration centrale, un nouveau renforcement des conditions d'admission et une majoration du prix de distribution peuvent contribuer dans une large mesure à accroître l'épargne publique et à réduire encore la dépendance à l'égard du financement du budget par l'étranger.

Bien que les objectifs quantitatifs arrêtés dans le Plan quinquennal paraissent ambitieux lorsqu'on les compare au potentiel du pays à moyen terme, les autorités ont adopté une approche pragmatique en ce qui concerne l'exécution du Plan et se sont abstenues de mettre en oeuvre des projets ou des programmes pour l'exécution desquels il manque des fonds, ou encore les compétences techniques et en matière de gestion sont insuffisantes. Le principal objectif du Plan, à savoir l'amélioration du réseau des transports et des communications, favorisera une répartition plus uniforme des denrées alimentaires et des autres biens de consommation au sein de l'économie. Conjuguée à l'accumulation d'un stock de riz dans les années à venir, cette amélioration devrait contribuer à réduire les tensions inflationnistes qui s'exercent sur le marché libre.

En dépit du fait que le Laos n'importe plus de céréales vivrières et que le volume des exportations d'électricité augmente rapidement, la position de la balance des paiements reste précaire. Le déficit courant représente actuellement environ un quart du PIB. Les obligations au titre du service de la dette en monnaies convertibles doivent augmenter rapidement et, dans le cadre des accords bilatéraux, les exportations sont de plus en plus acheminées vers des pays de la zone non convertible. Compte tenu de ces tendances, une politique de change active s'impose pour promouvoir les exportations, notamment les exportations destinées aux pays de la zone convertible. L'adoption rapide d'une politique nationale du bois d'oeuvre qui tienne dûment compte des ajustements des prix intérieurs de ce produit et une amélioration des techniques de commercialisation du bois à l'étranger devraient également contribuer dans une large mesure à accroître les recettes d'exportation. Les services du Fonds accueillent avec satisfaction l'élimination des pratiques de taux de change multiples qui résultaient de l'application d'une prime de change aux recettes touristiques, aux transactions avec les ambassades et aux envois de fonds privés de l'étranger.

V. Projet de décision

Le projet de décision suivant est soumis pour adoption au Conseil d'administration :

1. Le Fonds adopte la présente décision, relative aux mesures de change appliquées par la République démocratique populaire lao et soumises aux dispositions de l'article VIII, sections 2 et 3, à l'issue des consultations 1982 avec la République démocratique populaire lao au titre de l'article XIV, à la lumière des consultations 1982 tenues avec la République démocratique populaire lao au titre de l'article IV, conformément à la décision n° 5392-(77/63), adoptée le 29 avril 1977 (Surveillance des politiques de change).

2. Le Fonds accueille avec satisfaction l'élimination de la pratique de taux de change multiples résultant de l'application du taux de change préférentiel, comme décrit dans le document SM/82/ , et encourage la République démocratique populaire lao à mettre fin le plus tôt possible aux accords de paiements bilatéraux qu'elle a conclus avec des pays membres du Fonds et à libéraliser davantage son régime de change restrictif.

Relations du FMI avec le Laos
(Au 31 octobre 1982)

Adhésion au Fonds :	1961.
Statut :	Article XIV.
Quote-part :	24 millions de DTS.
Avoirs du Fonds en kips .	153,9 % de la quote-part. dont 53,9 % au titre des mécanismes ordinaires.
Position en DTS :	Les avoirs en DTS s'élevaient à 0,04 million de DTS, soit 0,4 % d'une allocation cumulative totale de 9,41 millions de DTS.
Prêts décaissés du Fonds fiduciaire :	5,39 millions de DTS (première période) et 7,32 millions de DTS (deuxième période)
Distribution directe des profits tirés des ventes d'or .	1,23 million de dollars E.U.
Distribution d'or .	11.533 onces d'or fin.
Taux de change	Le taux de change officiel du kip est de 10 kips pour 1 dollar E U Depuis janvier 1982, toutes les transactions de change s'effectuent à un taux de 35 kips pour 1 dollar E.U.; le taux de 10 kips pour 1 dollar E.U. n'est appliqué que pour déterminer la valeur en douane
Taux représentatif :	10 kips pour 1 dollar E.U.
Consultations au titre de l'article IV .	Les dernières consultations au titre de l'article IV ont eu lieu en juillet/août 1981 (SM/81/185 et SM/81/187). le Conseil d'adminis- tration a examiné le rapport des services du Fonds le 7 octobre 1981.

Opérations du groupe de la Banque mondiale au Laos

Etat récapitulatif

<u>Situation des projets</u>	<u>Date d'approbation</u>	<u>Source de financement</u>	<u>Objectif</u>	<u>Montant (millions de dollars E.U.)</u>
1. Approuvé	Janvier 1978	IDA	Réorganisation du secteur agricole et développement rural	8,2
2. Approuvé	Juin 1979	IDA	Réorganisation du secteur agricole et développement rural	10,4
3. Approuvé	Avril 1980	IDA	Réorganisation du secteur agricole et développement rural	13,4
4. Approuvé	Décembre 1981	IDA	Extension du barrage de Nam Ngum Dam	15,0

Description de l'aide

Les crédits ci-dessus visaient à financer la réorganisation du secteur agricole et le développement rural, ainsi que l'exploitation des ressources hydro-électriques du Laos. La Banque mondiale et le gouvernement examinent actuellement les types d'aide dont la République démocratique populaire lao aura besoin à l'avenir. Au nombre des projets examinés figurent : 1) un appui financier pour l'achat de facteurs de production hautement prioritaires afin de faciliter l'exécution du programme de développement agricole; 2) l'électrification rurale dans les provinces du Sud; 3) la remise en état des industries, l'accent étant mis particulièrement sur la transformation du bois d'oeuvre aux fins d'exportation. Le groupe de la Banque a également l'intention d'envoyer en République démocratique populaire lao, en 1983, une mission chargée d'examiner le dossier des cultures d'exportation, afin d'évaluer les possibilités offertes par certains produits agricoles à l'exportation, notamment le coton et le café.

Les projets ci-dessus viseraient à fournir les facteurs de production qui permettront d'améliorer l'exécution des projets de développement agricole en cours de réalisation, à encourager le développement de l'infrastructure en dehors de la région de Vientiane, tâche à laquelle le

gouvernement accorde une priorité élevée, et à favoriser l'exportation de produits forestiers et d'autres produits. Tant qu'un accord n'a pas été conclu avec le gouvernement sur le volume et la nature de l'aide à fournir, il n'est pas possible d'évaluer le coût en devises des projets actuellement envisagés.

LAOS

Données de base

Population (1981) 3,3 millions d'habitants

Taux d'accroissement démographique 2 % par an

	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u> <u>Projections</u>
<u>Production</u>				
Croissance économique (variation en pourcentage)	10	10	5	1
Valeur PNB (milliards de kips)	2,5	5,2	7,4	13,8
Riz (milliers de tonnes)	520	625	666	636
Bois d'oeuvre (milliers de mètres cubes)	131	140	147	150
<u>Prix</u>				
Coût de la vie à Vientiane (variation en pourcentage)	3	100	55	100
Déflateur du PIB (variation en pourcentage)	8	90	35	85
Cours du marché parallèle; kips pour 1 dollar E.U. (moyenne annuelle)	15	21	38	70-80
<u>Situation monétaire (variation en pourcentage)</u>				
Crédit au secteur public	45	150	24	-- ¹
Crédit au secteur privé	33	700	63	2 ¹
Liquidité intérieure	13	164	4	17 ¹
<u>Budget (variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)</u>				
Recettes courantes	154	179	32	178
Dépenses courantes	3	161	--	120
Dépenses en capital	28	209	24	247
<u>Exportations officielles (millions de dollars E.U.)</u>				
A destination des pays de la zone convertible	<u>19,4</u>	<u>13,5</u>	<u>19,4</u>	<u>47,8</u>
A destination des pays de la zone non convertible	19,4	13,5	14,0	29,9
	--	--	5,4	17,9

LAOS

Données de base (suite)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u> <u>Projections</u>
<u>Importations officielles</u> (millions de dollars E.U.)	<u>70,3</u>	<u>92,3</u>	<u>90,2</u>	<u>120,9</u>
En provenance des pays de la zone convertible	20,3	42,0	36,2	35,9
En provenance des pays de la zone non convertible	4,1	4,7	13,8	35,0
Importations financées par l'aide	45,9	45,6	40,2	50,0
<u>Ventilation par produit des exportations officielles à destination des pays de la zone convertible</u> (millions de dollars E.U.)				
Energie hydro-électrique	6,1	5,3	7,9	22,5
Bois d'oeuvre	8,5	6,1	5,1	5,9
Café	4,1	1,1	--	1,2
Etain	0,2	0,5	0,4	--
Autres produits	0,5	0,5	0,6	0,3
<u>Ventilation par produit des importations officielles en provenance des pays de la zone convertible</u> (millions de dollars E.U.)	<u>20,3</u>	<u>42,0</u>	<u>36,2</u>	<u>35,9</u>
Céréales vivrières et autres denrées alimentaires	1,3	10,7	2,0	1,6
Produits pétroliers	8,8	12,9	12,9	12,0
Matériel et matières premières	1,8	11,1))
Autres produits	8,4	7,3) 21,3) 22,3
<u>Réserves extérieures</u> (millions de dollars E.U.)				
Brutes (fin de période)	26,1	14,0	13,5	12,4
En mois d'importations	4,5	1,8	1,8	1,2
Nettes (fin de période)	14,2	3,1	-1,5	-1,6
<u>Dettes extérieures</u> (millions de dollars E.U.)				
Encours (fin de période)	215	266	312	395
Envers les institutions internationales	29	39	47	56
Envers les donateurs bilatéraux	183	224	262	336
Pays socialistes	(...)	(153)	(192)	(265)
Pays non socialistes	(...)	(71)	(71)	(71)
Crédits-fournisseurs	3	3	3	3

LAOSDonnées de base (fin)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u> <u>Projections</u>
<u>Dettes extérieures</u> (millions de dollars E.U.) (fin)				
Service de la dette extérieure	3,3	2,5	3,8	2,5
En pourcentage des exportations de biens et de services	15	15	13	5
<u>Quelques ratios, exprimés en pourcentage du PIB</u>				
Total des dépenses budgétaires	25,4	34,2	26,4	39,7
Recettes courantes moins dépenses courantes	-5,0	-5,4	-0,5	3,6
Déficit budgétaire total	14,7	19,8	13,1	19,7
Exportations officielles de marchandises ²	3,1	2,6	2,6	12,1 ³
Importations officielles de marchandises ²	11,2	17,8	12,2	30,7 ³
Déficit courant ²	11,5	19,8	12,4	23,9 ³
Dettes extérieures ²	34,4	51,2	42,2	100,2 ³
Service de la dette extérieure	0,6	0,6	0,5	0,9

¹Pour la période 1^{er} janvier-30 juin.

²Ratios calculés en convertissant le PIB nominal en dollars E.U. au taux de change officiel.

³Les variations observées à partir de 1981 sont dues en partie à une très forte baisse de la valeur du PNB en dollars E.U.